

Influences et porosités idéologiques entre le MR et l'extrême droite

Introduction

Le **Mouvement Réformateur (MR)** est historiquement le grand parti libéral francophone de Belgique. Officiellement, il demeure un parti démocratique attaché à l'État de droit. Cependant, de **nombreux observateurs s'interrogent sur un glissement de son discours** et des proximités troublantes avec l'extrême droite ¹. Un récent article-enquête intitulé « *L'extrême droite au MR, ou la stratégie de la perversion* » (Revue Politique, 07/08/2025) a compilé une **constellation de faits** indiquant une porosité grandissante : déclarations polémiques à tonalité xénophobe, relais de thèses de l'extrême droite sur les réseaux sociaux, entorses répétées au *cordon sanitaire* et même l'intégration dans ses rangs d'anciens militants de l'extrême droite ² ³. Loin d'être de simples *dérapages* isolés, ces tendances forment un **schéma cohérent** qui suscite l'inquiétude de personnalités politiques de tous bords quant à l'évolution du MR. Comme l'a formulé Paul Magnette (PS), « *la digue qui sépare la droite de l'extrême-droite a cédé* » suite aux récentes décisions de la direction du MR ⁴.

Ce rapport propose une **analyse approfondie** de ces proximités idéologiques, personnelles ou discursives entre le MR et l'extrême droite. Dans une première partie, nous passerons en revue les prises de position controversées de figures du MR, leurs alliances informelles ou affinités médiatiques qui laissent penser à une porosité avec la droite radicale. Nous comparerons ensuite cette dynamique avec celle d'autres partis de droite ou de centre-droit, tant en Belgique (par exemple la N-VA ou Les Engagés) qu'en Europe (Les Républicains en France, CDU/CSU en Allemagne, Forza Italia en Italie, etc.). Enfin, nous étudierons l'évolution récente du positionnement politique du MR sur des thèmes sensibles – identité nationale, laïcité, immigration, sécurité, critique du « politiquement correct » – qui semblent illustrer une **droitisation du discours** libéral francophone. Un tableau comparatif en fin de rapport synthétise les positionnements et rhétoriques des partis étudiés.

1. Signes de porosité entre le MR et l'extrême droite

1.1 Déclarations polémiques et glissements de discours

Plusieurs **sorties publiques de cadres du MR** ont épousé des thématiques et un ton proches de l'extrême droite. Un exemple marquant fut la déclaration à connotation xénophobe de **Pierre-Yves Jeholet** (alors ministre-président wallon MR) durant la campagne de 2024. Le 2 juin 2024, face à un candidat du PTB d'origine immigrée, Jeholet a lancé en direct à la télévision : « *Si ça ne vous plaît pas, vous n'êtes pas obligé de rester en Belgique* ». Plutôt que de s'excuser pour cette **injure clairement raciste**, Jeholet a assumé ses propos, prétendant qu'il aurait pu dire « *les mêmes choses devant un Belge de souche* » – expression elle-même connotée de manière raciste ⁵. L'appareil du MR n'a non seulement **pas sanctionné** ces propos, mais plusieurs responsables ont minimisé la polémique. Le président du MR bruxellois, David Leisterh, a balayé toute accusation en affirmant : « *Il est impossible qu'il y ait une once de racisme dans notre parti* » et dénonçant une prétendue chasse aux sorcières menée par la gauche ⁶. Cette attitude défensive – **nier l'intention raciste et se poser en victime de "cabale" médiatico-politique** – est devenue systématique. Comme le note l'enquête de *Politique*, « *le jeu sur l'ambiguïté est devenu la marque de fabrique du MR sous l'ère Bouchez* » ⁷. La stratégie est bien

rodée : d'abord diffuser un message ambigu reprenant un **code de l'extrême droite** (xénophobie, autoritarisme...), puis clamer la bonne foi et accuser les adversaires de diabolisation, avant de recommencer de plus belle ⁸ ⁹.

Georges-Louis Bouchez (GLB), le président du MR, s'est lui-même illustré par des propos stigmatisants. En avril 2025, il a publiquement ciblé la **communauté marocaine** de Belgique en évoquant des fraudes sociales (allocataires possédant des biens au Maroc). Un député PS, Ridouane Chahid, l'a accusé de « *courir derrière l'extrême droite* » en alimentant les préjugés racistes, « *stigmatise une communauté entière* », et cherchant à flatter les électeurs xénophobes ¹⁰. Bouchez a réfuté toute intention raciste, invoquant de simples « *faits* » – une défense classique consistant à présenter une généralisation ethnoculturelle comme une statistique neutre ¹¹. De même, il a créé des remous fin 2024 en **remettant en cause l'utilité d'un Ministère de la Culture**, propos perçus comme un mépris du secteur culturel et qui ont été dénoncés par l'opposition. Le président des Engagés, Maxime Prévot, lui a alors répondu vertement, et le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a connu de vifs débats sur cette saillie jugée démagogique et droitière ¹². À chaque polémique, le MR de GLB adopte un positionnement de défi : plutôt que de rassembler au centre, il **revendique une "droite qui s'assume"**, quitte à brouiller la frontière avec l'extrême droite.

En outre, le MR a semblé **banaliser certaines violences d'extrême droite** en refusant de les nommer comme telles. Par exemple, lors d'incidents survenus en mai 2025 (finale de la Coupe de Belgique de football émaillée de dégradations à Molenbeek et d'agressions racistes commises par des hooligans brugeois), les partis de gauche et du centre (PS, Ecolo, PTB, Les Engagés) ont unanimement condamné des « *violences à caractère raciste* ». Le MR, lui, s'est contenté de condamner « *toutes les violences avec la même fermeté* », **refusant de qualifier explicitement le racisme** pourtant évident dans ces attaques ¹³. Ce refus de reconnaître la dimension haineuse spécifique rejoint une **rhétorique du "ni droite ni gauche"** qui tend à minimiser les actes racistes – une posture souvent observée à l'extrême droite pour **diluer la gravité** de ce type de violences.

1.2 Relais médiatiques et affinités sur les réseaux sociaux

Les **choix médiatiques de Georges-Louis Bouchez** et de ses proches conseillers témoignent d'une convergence discursive avec la droite radicale. Le président du MR n'hésite pas à se rendre sur des plateaux ou supports marqués très à droite pour faire passer ses messages. Dès janvier 2021, il avait par exemple fait une apparition remarquée sur **CNews**, chaîne française à la ligne éditoriale classée à l'extrême droite, pour dénoncer le *"politiquement correct"* de la RTBF qui avait refusé de retransmettre en direct l'investiture de Donald Trump ¹⁴.

Georges-Louis Bouchez, président du MR, invité de la chaîne CNews (média français d'extrême droite) le 23 janvier 2021, où il critique la RTBF jugée trop "politiquement correcte" pour ne pas diffuser en direct le discours d'investiture de Donald Trump ¹⁴.

Sur les réseaux sociaux, et en particulier sur **X (ex-Twitter)**, plusieurs figures du MR **relaient ouvertement des contenus d'extrême droite**. Corentin de Salle, directeur scientifique du Centre d'études du MR (Centre Jean Gol), multiplie les tweets aux frontières de la désinformation réactionnaire. Il a par exemple accusé faussement la gauche américaine de censurer le *Journal d'Anne Frank* – avant de reconnaître son mensonge devant le tollé provoqué ¹⁵ ¹⁶. Fasciné par le milliardaire Elon Musk (aux positions droitières assumées), de Salle est allé jusqu'à co-signer avec le secrétaire d'État Mathieu Michel une carte blanche intitulée « *Ne laissons pas la muskophobie tuer la liberté d'expression* », dans la droite ligne des contre-cultures d'extrême droite prônant l'*"anti-wokisme"* ¹⁷ ¹⁸. Lorsque Musk a publiquement appelé à voter pour le parti nationaliste allemand AfD, de Salle l'a défendu en affirmant qu'il n'était « *pas d'extrême droite, juste libertarien* », déniant l'évidence ¹⁹ ²⁰.

Georges-Louis Bouchez lui-même est très actif sur X, où il interagit fréquemment avec des profils d'extrême droite. L'enquête de *Politique* relève que ses *reposts* de comptes aux pseudonymes évocateurs (tels « Punisher » orné d'une tête de mort façon insigne SS) sont devenus monnaie courante ²¹. Il lui est même arrivé de repartager le fondateur du site identitaire *Fdesouche*, bien connu pour diffuser les obsessions de l'extrême droite française ²¹. À chaque fois, GLB plaide l'**innocence** ou l'ignorance des références – mais la répétition de ces clins d'œil numériques vers la *fachosphère* laisse peu de doute sur l'aile de l'échiquier politique qu'il cherche à séduire ²².

D'autres cadres adoptent une tonalité similaire. **Melissa Amirkhizy**, présidente de l'assemblée consultative du MR, a publié sur X des montages ouvertement racistes et des commentaires violents contre un jeune militant écologiste d'origine maghrébine (« *quand est prévu le nettoyage ? [...] parfois, la pulvérisation est nécessaire* », a-t-elle écrit, qualifiant ses opposants de « *parasites* ») ²³ ²⁴. **Nadia Geerts**, militante laïciste proche du MR, échange régulièrement avec des trolls d'extrême droite sur les réseaux, dans une ambiance de franche connivence ²⁵ ²⁶. Ce mélange des cercles libéraux et nationaux-populistes en ligne illustre la **porosité du discours** : on se répond, on plaisante ensemble, faisant fi des barrières idéologiques pourtant fondamentales (racisme, sexism, xénophobie) ²⁵ ²⁷. En somme, les cadres du MR banalisent ces interactions et valident indirectement les thèses de l'extrême droite en leur offrant une visibilité et une respectabilité nouvelles sur la place publique.

1.3 Alliances informelles et intégration de figures d'extrême droite

La porosité idéologique s'accompagne de **passerelles humaines concrètes** : plusieurs personnalités issues de l'extrême droite ont récemment rejoint le MR, suscitant critiques et malaise interne. L'affaire la plus commentée fut l'arrivée de **Noa Pozzi**, ex-cadre du petit parti ultra-nationaliste *Chez Nous*. Tête de liste *Chez Nous* à Liège aux législatives de 2024, Pozzi a publiquement renié ses anciennes positions et demandé son adhésion au MR fin 2024. D'abord recalé par le parti en août 2024, il a finalement été accepté en janvier 2025 sur décision personnelle de **Georges-Louis Bouchez** ²⁸ ²⁹. L'annonce de ce ralliement a été mal accueillie par les structures locales : la cheffe de groupe MR au conseil communal de Liège, Diana Nikolic, a déploré ne pas avoir été consultée et prôné la prudence face à un ancien leader d'extrême droite, tout en admettant le « *droit à l'erreur* » ³⁰ ³¹. Même l'ex-Première ministre libérale Sophie Wilmès a estimé que “*dans un cas aussi délicat, une concertation interne s'imposait*” ³². Quelques jours plus tard, on apprenait qu'un autre ex-dirigeant de *Chez Nous*, **Mathéo Besson**, avait lui aussi rejoint le MR ³³. Besson avait tenté de lancer à Mouscron une liste *Rassemblement du Peuple Wallon* aux accents populistes ³⁴.

Officiellement, la direction du MR justifie ces intégrations au nom d'une stratégie de “**déradicalisation**” par l'inclusion. Bouchez affirme que chaque nouveau membre venu de l'extrême droite doit « *renoncer publiquement à ses engagements passés et adhérer à nos valeurs* ». Selon lui, « *notre but doit être de ramener ces gens dans le giron démocratique* », au lieu de les exclure indéfiniment ³⁵. Il revendique une approche libérale magnanime : ne pas bannir quelqu'un « *pour une erreur de choix politique, même grave, pour autant qu'il la reconnaîsse et s'engage pour la démocratie sans ambiguïté* » ³⁶ ³⁷. En clair, le MR de GLB préfère tendre la main aux repentis d'extrême droite plutôt que de tracer une ligne rouge définitive. Cette philosophie, généreuse en apparence, a toutefois pour effet concret d'abattre un tabou : l'intégration d'éléments d'extrême droite au sein d'un grand parti démocratique, impensable il y a quelques années, devient réalité sous couvert de rédemption individuelle.

Plusieurs observateurs dénoncent un risque de “**contamination**” idéologique. Les précédents historiques invitent à la méfiance : en 2004, l'intégration au MR d'un ex-cadre du Front National belge, **Georges-Pierre Tonnelier**, avait suscité un tollé interne et l'intervention du président de l'époque, Antoine Duquesne, pour bloquer son ascension. À l'époque, la direction libérale assumait de marquer une limite claire. En 2025, la même arrivée de militants frontistes (ex-FN ou proches du groupuscule

Chez Nous) suscite bien moins de résistance de la part du président GLB, qui n'hésite pas à “normaliser” ces profils en vantant leur retour dans la démocratie³⁸. Certes, quelques voix libérales tentent de faire barrage, comme des sections locales refusant une affiliation (le MR de Sprimont a ainsi rejeté la demande d'adhésion d'un ex-*Chez Nous*³⁹) ou des élus locaux déclarant « *pas de place pour ce genre de personnage dans notre parti* »³⁹. On a vu aussi une militante MR de Liège, Charlotte Depierreux, claquer la porte du parti en signe de protestation contre ces ralliements extrémistes⁴⁰. Mais ces “digues” sont restées isolées et impuissantes à inverser la tendance⁴¹ ⁴². GLB a réuni début 2025 la vieille garde du parti (dont Louis Michel) pour discuter de critères d'entrée plus stricts, mais aucune mesure concrète n'a été retenue – ni “sas d'entrée” ni période probatoire – et « *les portes du MR demeurent grand ouvertes* »⁴³ ⁴⁴.

Au-delà des adhésions formelles, il existe aussi des **liens personnels troublants** entre des figures MR et la galaxie d'extrême droite. L'enquête de *Politique* révèle par exemple la longue amitié entre Corentin de Salle (idéologue du MR) et Drieu Godefridi, essayiste ultra-conservateur gravitant à l'extrême droite – tous deux avaient même cofondé un “*Institut Hayek*” pour promouvoir un *libéralisme réactionnaire*⁴⁵ ⁴⁶. De même, Noa Pozzi, bien qu'affiché désormais MR, continue de soutenir sur les réseaux des organisations d'extrême droite comme le syndicat étudiant français **UNI** (englué dans des scandales de saluts nazis)⁴⁷ ⁴⁸. Pozzi, pour se défendre de passer pour extrémiste, a même partagé... le message de soutien d'un compte notoire de la fachosphère, illustrant malgré lui la **perméabilité de ses contacts**³ ⁴⁹. Enfin, notons que **Safa Aykol**, ancien bras droit du bourgmestre socialiste dissident Emir Kir et réputé proche des milieux ultra-nationalistes turcs, a également rejoint le MR – apportant avec lui d'autres formes de nationalisme radical au sein du parti libéral⁵⁰ ⁵¹.

En somme, l'extrême droite s'est frayé un chemin au MR par différentes voies : assimilation de son langage, diffusion de ses idées par les élus MR, et désormais intégration de certains de ses militants. « *Si le MR n'est pas d'extrême droite – ce qui est certain – l'extrême droite est aujourd'hui au MR* », conclut sans ambages l'analyse de *Politique*⁵² ⁵³. Ce constat interroge : jusqu'où le parti libéral peut-il se droitiser tout en se prétendant un rempart démocratique ? La question se pose d'autant plus que d'autres formations de droite, en Belgique et en Europe, connaissent des tentations similaires.

2. Comparaisons avec d'autres partis de droite en Belgique et en Europe

2.1 En Belgique : contrastes entre le MR, la N-VA et Les Engagés

La **N-VA (Nouvelle Alliance Flamande)** offre un parallèle intéressant, bien que dans un contexte culturel différent (Flandre). Ce parti nationaliste flamand de centre-droit a lui aussi fliré avec certaines thématiques de l'extrême droite ces dernières années, notamment sur l'immigration et l'identité. **Théo Francken**, secrétaire d'État N-VA à l'Asile et la Migration (2014-2018), s'est illustré par une **ligne dure très clivante** – saluée par le Vlaams Belang (VB) d'extrême droite. Dès son entrée en fonction, il annonçait pour priorité d'« *interpeller les illégaux criminels* », reprenant une rhétorique musclée proche de celle du VB⁵⁴. Francken a également déclenché un scandale en participant à la fête des 90 ans de Bob Maes, **figure historique de l'extrême droite flamande et ancien collaborateur nazi**⁵⁵. Son collègue **Jan Jambon** (N-VA), devenu ministre de l'Intérieur, a lui aussi choqué en déclarant que « *ceux qui ont collaboré avec les nazis avaient leurs raisons* » – propos relativisant la faute des collaborateurs et faisant écho à un narratif révisionniste du nationalisme flamand⁵⁶ ⁵⁷. Ces polémiques ont révélé une **perméabilité idéologique** entre la N-VA et l'extrême droite flamande, la frontière étant parfois ténue sur le plan historique (mémoire de la collaboration) ou programmatique (sévérité envers l'immigration, rejet du multiculturalisme).

Cependant, la N-VA a généralement maintenu une **ligne officielle de démarcation** vis-à-vis du Vlaams Belang, considéré comme parti d'extrême droite "impur". Au niveau fédéral et régional, Bart De Wever (président de la N-VA) a répété exclure toute coalition gouvernementale formelle avec le VB – du moins jusqu'en 2024⁵⁸. La N-VA cherche ainsi à rester respectable sur la scène internationale, en évitant notamment de briser le *cordon sanitaire* instauré de longue date en Belgique flamande. Sa *stratégie* a plutôt consisté à **absorber l'électorat du VB en durcissant son propre discours** tout en se posant en parti de gouvernement stable. Cette tactique a porté ses fruits pendant un temps (la N-VA a siphonné une partie des voix du VB entre 2010 et 2014), mais au prix d'une radicalisation partielle de son programme (sur l'Islam, la sécurité, etc.). Aujourd'hui, avec la remontée en force du Vlaams Belang, la tentation d'une alliance "nationaliste" au nord du pays refait surface. Des personnalités N-VA ont d'ailleurs ouvert la porte à des collaborations ponctuelles : on a vu localement des sections N-VA s'appuyer sur le VB pour faire passer des motions, et la pression grandit pour envisager un **gouvernement flamand N-VA/VB** si les chiffres le permettent en 2024-2025⁵⁹. La situation de la N-VA montre que **même un parti de droite déjà très à droite subit l'attraction gravitationnelle d'une extrême droite encore plus radicale**. Mais officiellement, la N-VA conserve une posture de refus d'alliance directe, contrairement au MR qui, lui, intègre désormais des transfuges extrémistes dans ses rangs.

Du côté des **Engagés** (ex-cdH, centre-droit humaniste francophone), la dynamique est tout autre. Ce parti, héritier du pilier démocrate-chrétien, s'est repositionné vers le centre et la rénovation sous la houlette de Maxime Prévot. Les Engagés affichent plutôt une **ferme opposition aux dérives droitières**. Ils n'ont connu aucun cas d'adhésion de figures d'extrême droite, et leurs responsables n'hésitent pas à critiquer les excès du MR. Par exemple, lorsque GLB a attaqué le secteur culturel en suggérant de supprimer le ministère de la Culture, Les Engagés se sont immédiatement désolidarisés de ces propos, y voyant une remise en question populiste de politiques publiques essentielles⁶⁰. Plus globalement, Les Engagés défendent un discours modéré sur l'immigration (insistant sur l'intégration dans le respect des personnes), sur la laïcité (fidèles à la tradition du compromis belge entre convictions, sans la virulence à *la française* que promeuvent certains libéraux) et prônent le **dialogue communautaire** plutôt que l'affrontement identitaire. Ils se posent volontiers en **rempart centriste contre les extrêmes**. Ainsi, dans les polémiques récentes, Les Engagés et d'autres forces démocratiques (PS, Ecolo...) ont joué le rôle de *garde-fous*, dénonçant la droitisation du MR et réaffirmant le refus de toute alliance avec l'extrême droite. Le président du cdH (devenu Engagés) avait même, dès 2020, initié une **Charte de la démocratie** signée par tous les partis démocratiques y compris GLB, réaffirmant le cordon sanitaire contre les partis extrémistes⁶¹ ⁶². L'ironie est que c'est justement GLB qui apparaît aujourd'hui aux yeux de beaucoup comme le principal *franchisseur* de cette digue morale.

En résumé, la **droite francophone traditionnelle se divise** : le MR de Bouchez s'aventure dangereusement vers la droite radicale, tandis que Les Engagés (tout comme d'ailleurs le parti libéral flamand Open VLD, qui n'a pas connu de telles dérives) maintiennent une ligne démocrate classique, critique envers la droitisation. La N-VA, quant à elle, illustre en Flandre une forme de **droitisation calculée** : ce parti nationaliste a intégré certaines figures controversées et idées du VB, mais tente de conserver une façade institutionnelle pour ne pas être assimilé totalement à l'extrême droite. Le contraste n'en est que plus frappant avec le MR, qui était jadis le porte-drapeau du libéralisme modéré en Wallonie et qui apparaît de plus en plus comme un **mélange étrange de libéralisme économique et de populisme identitaire**.

2.2 Sur la scène européenne : des exemples similaires de droitisation

La **droitisation des partis de centre-droit** n'est pas un phénomène isolé à la Belgique. Partout en Europe, les partis conservateurs ou libéraux traditionnels sont confrontés à la montée de l'extrême

droite et adoptent diverses stratégies – cooptation partielle, alliance, ou résistance. Voici quelques cas marquants :

- **France (Les Républicains, LR)** : Ce parti gaulliste, pivot de la droite classique, subit depuis une décennie la concurrence du Rassemblement National (RN) de Marine Le Pen et, plus récemment, de la mouvance encore plus extrême d'Éric Zemmour. En réaction, une **fraction importante de LR préconise une ligne dure** sur les questions régaliennes (immigration, sécurité, identité) pour reconquérir l'électorat parti à l'extrême droite. Sous l'impulsion de figures comme Laurent Wauquiez ou Éric Ciotti, LR a repris à son compte des propositions jadis propres à l'extrême droite – par exemple exiger un référendum anti-immigration, prôner la déchéance de nationalité pour certains criminels, s'opposer vigoureusement au port du voile islamique dans l'espace public, etc. La rhétorique anti-"*bien-pensance*" et anti-"*wokisme*" a aussi fait florès chez plusieurs responsables LR, fustigeant le prétexte laxisme de la gauche et la perte des valeurs traditionnelles. On observe également une **porosité croissante entre les bases militantes** : les jeunes LR, RN et Reconquête entretiennent des contacts étonnamment cordiaux. En 2023, les responsables des jeunesse des trois partis ont même posé ensemble en une d'un magazine conservateur (*L'Incorrect*), assumant « *une forme de proximité* » idéologique entre leurs mouvements ⁶³ ⁶⁴. Là où en 2019 un militant LR avait été exclu simplement pour avoir prôné une alliance avec le FN, en 2023 aucune sanction n'a frappé le chef des Jeunes LR pour sa fraternisation publique avec l'extrême droite ⁶⁵ ⁶⁶. Cela illustre « *le chemin parcouru* » selon le leader des jeunes de Reconquête : LR s'est rapproché au point de ne plus vraiment punir ces rapprochements ⁶⁵. Sur le plan des alliances, si LR n'a pas encore conclu d'accord national avec le RN, on a vu localement des **convergences électoralas** (désistements ou fronts anti-gauche communs). Éric Ciotti lui-même entretient l'ambiguïté, évoquant une possible "*union des droites*" à l'avenir ⁶⁷. En somme, LR tend à se **droitiser fortement pour garder son espace**, au risque de brouiller ses valeurs républicaines initiales.
- **Allemagne (CDU/CSU)** : Longtemps, la droite démocrate-chrétienne allemande a été un modèle de fermeté contre l'extrême droite, refusant toute collaboration avec l'AfD (Alternative für Deutschland). Cependant, la **pression électorale de l'AfD** (devenue le 2^e ou 3^e parti du pays dans les sondages) commence à provoquer des fissures. En 2023, Friedrich Merz, chef de la CDU, a créé un émoi en suggérant qu'à l'échelon municipal, son parti pourrait « *chercher à travailler ensemble* » si un maire AfD était élu démocratiquement ⁶⁸. Face à la bronca interne, Merz a dû rétropédaler en assurant qu'« **il n'y aurait pas de coopération avec l'AfD, y compris au niveau local** », réaffirmant la *Brandmauer* (frontière étanche) entre le centre-droit et l'extrême droite ⁶⁹ ⁷⁰. Néanmoins, quelques faits accomplis apparaissent : dans certains Länder de l'Est (Thuringe, Saxe), des élus locaux de la CDU ont voté avec l'AfD sur des mesures ponctuelles, rompant le tabou. En Thuringe, dès 2020, l'élection d'un ministre-président régional avait brièvement réussi grâce aux voix combinées de la CDU, du FDP et de l'AfD, provoquant un scandale national. Récemment encore, l'AfD a remporté pour la première fois un poste de préfet de district, ce qui concrétise son ancrage local croissant ⁷¹. Parallèlement, le discours de la CDU/CSU sur l'immigration et l'intégration s'est **durci** par rapport à l'ère Merkel : appel à limiter le droit d'asile, dénonciation de la « naïveté » des Verts sur la sécurité, critiques du langage « *politiquement correct* » (Merz a par exemple fustigé l'écriture inclusive et la « *folie transgenre* » dans le débat public). La CSU bavaroise, traditionnellement droitière, a même flirté avec l'idée d'imposer un "*Leitkultur*" conservateur (culture dominante) face aux immigrants. Malgré tout, la **ligne officielle reste l'isolement de l'AfD**, perçue comme une menace pour la démocratie (les renseignements intérieurs allemands la placent sous surveillance en raison de ses liens avec l'extrémisme néonazi) ⁷¹. L'Allemagne illustre donc un cas où le parti de droite modère partiellement son discours sous la poussée extrême-droitière, sans aller jusqu'à l'alliance – du moins pour l'instant.

- **Italie (Forza Italia et la droite coalitionnelle)** : L'Italie a depuis longtemps banalisé l'**alliance entre droite modérée et extrême droite**. Forza Italia (FI), le parti fondé par Silvio Berlusconi en 1994, s'est presque toujours présenté en coalition avec des forces d'extrême droite – d'abord le MSI/Alliance Nationale (post-fasciste) de Gianfranco Fini, puis la Ligue (ex-Ligue du Nord) de Matteo Salvini, ou aujourd'hui Fratelli d'Italia (FdI) de Giorgia Meloni. Berlusconi a joué le rôle de **courroie de transmission** qui a permis à l'extrême droite d'accéder au pouvoir en la légitimant. Sous son égide, des ex-néofascistes ont occupé des ministères dès les années 1990-2000. Cette alliance structurelle a évidemment **tiré la politique italienne vers la droite** sur de nombreux plans : durcissement des lois migratoires (lois Bossi-Fini), discours sécuritaire musclé (tolérance zéro, légitime défense élargie), promotion des valeurs catholiques conservatrices (opposition au mariage homosexuel, etc.), et récemment une politique très hostile aux ONG secourant les migrants en mer sous le gouvernement Meloni. Forza Italia, qui se veut libérale et pro-européenne, servait de **caution "respectable"** dans ces gouvernements, modérant légèrement les ardeurs des alliés extrémistes sur certains dossiers économiques ou diplomatiques. Mais depuis la disparition de Berlusconi (2023) et l'effondrement électoral de FI (réduite à un petit rôle subalterne), l'extrême droite italienne gouverne quasiment sans contrepoids. L'exemple italien montre qu'une **coalition assumée avec l'extrême droite** finit par profiter surtout à cette dernière, qui gagne en crédibilité et finit par dominer l'agenda. On peut y voir une forme aboutie de ce vers quoi tendent d'autres droites européennes : la frontière idéologique s'efface dans le partage du pouvoir. L'Italie est aujourd'hui dirigée par Giorgia Meloni (FdI, extrême droite) avec le soutien de la Ligue de Salvini (extrême droite) et de FI (droite modérée) – un scénario qui aurait été qualifié d'impensable dans des pays comme la France ou l'Allemagne il y a encore quelques années.

D'autres exemples en Europe corroborent cette tendance : en **Espagne**, le Parti populaire (droite) s'allie désormais ouvertement à Vox (extrême droite) pour gouverner dans plusieurs régions et municipalités. En **Autriche**, l'ÖVP (droite conservatrice) a gouverné à deux reprises (2000 et 2017) en coalition avec le FPÖ (extrême droite). En **Suède**, les Modérés (droite classique) se sont appuyés en 2022 sur les Démocrates de Suède (extrême droite nationaliste) pour former un gouvernement minoritaire, rompant là aussi un tabou. À l'inverse, certains pays résistent encore fermement : au **Royaume-Uni**, le Parti conservateur a certes durci son discours sur l'immigration et adopté un agenda très à droite (Brexit, lutte contre le « woke »), mais il n'a pas eu besoin de s'allier à un parti extrémiste (le système électoral marginalisant les petits partis). Chaque contexte national est différent, mais une **constante se dégage** : face à la poussée de l'extrême droite, les partis de droite traditionnels oscillent entre la tentation de l'imiter (pour siphonner ses voix) et celle de s'y opposer frontalement – avec un succès mitigé dans les deux cas.

3. Évolution récente du positionnement du MR sur les enjeux identitaires et sécuritaires

Les constats précédents s'illustrent particulièrement dans l'**évolution idéologique du MR ces dernières années**. Sous l'impulsion de Georges-Louis Bouchez et de son entourage, le parti libéral francophone a infléchi son discours sur plusieurs thèmes sensibles : **identité nationale, laïcité, immigration, sécurité, rapport au "politiquement correct"**. Ces thématiques, autrefois abordées de façon mesurée et centriste par le MR, le sont désormais dans un esprit de **surenchère droitière**, marquant une rupture avec l'héritage libéral-humaniste d'une partie de ses fondateurs.

- **Identité nationale et valeurs "occidentales"** : Le MR version 2020-2025 se veut le champion d'une **identité belge fière et "décomplexée"**, face à ce qu'il dénonce comme les dérives du multiculturalisme et du relativisme. GLB martèle volontiers qu'il faut « *assumer d'être de droite* » et

défendre les valeurs occidentales traditionnelles. Cette posture se traduit par une forte insistance sur les symboles nationaux, l'histoire (récemment, des voix au MR ont critiqué la "culpabilisation" autour de la période coloniale, en écho au discours de l'extrême droite qui fustige la "repentance"). Le MR s'est opposé à des revendications progressistes sur la mémoire, considérant qu'y céder affaiblirait l'identité belge. Cette crispation identitaire était bien moins prononcée il y a 15 ans, quand des figures comme Louis Michel ou Didier Reynders incarnaient un libéralisme ouvert et pro-diversité. **Désormais, la tonalité est davantage au choc des cultures** – un registre prisé par la droite radicale. Bouchez n'hésite pas, comme on l'a vu, à faire cause commune avec des populistes étrangers (Trump, etc.) dès lors qu'il s'agit de dénoncer le "politiquement correct" des médias publics. On est loin de l'époque où le MR promouvait la construction européenne et le cosmopolitisme urbain comme des horizons naturels. Cette réorientation identitaire vise clairement à séduire un électoralat sensible aux thèmes du **nationalisme** et de l'**anti-élitisme culturel**.

- **Laïcité "à la française" et question de l'islam** : Le MR a toujours soutenu la laïcité de l'État, mais sa conception de celle-ci a notamment glissé vers une version combative, proche de la doctrine républicaine française dure. Plusieurs personnalités MR (Nadia Geerts, Richard Miller, etc.) militent pour une **interdiction plus large des signes religieux** dans l'espace public, en particulier du voile islamique, au nom de l'égalité et de la neutralité. Nadia Geerts, figure médiatique du courant laïc radical, a été candidate sur les listes MR et promeut ouvertement une vision très critique de l'islam qu'elle juge incompatible avec la modernité. Ce courant *laïciste* au sein du MR s'aligne sur des positions naguère portées surtout par l'extrême droite (ou éventuellement la gauche laïciste radicale), en faisant de l'**Islam le point focal** de débats identitaires. On observe ainsi le MR soutenir des mesures comme l'interdiction des abattoirs rituels (vote en ce sens au Parlement wallon), la défense intransigeante des caricatures de Mahomet au nom de la liberté d'expression, ou encore des appels à conditionner plus strictement le financement des cultes. Bien que la laïcité "à la belge" soit différente du modèle français, le MR tend à **importer les polémiques françaises sur le "communautarisme" et le "séparatisme islamiste"** dans le débat wallon. Cela s'accompagne d'un discours très dur envers la gauche accusée de « *complaisance envers l'islamisme* ». Ici encore, le contraste est notable avec l'ancienne sensibilité libérale, plus soucieuse de compromis : le MR d'autrefois soutenait par exemple le voile dans les écoles privées libres, au nom de la liberté individuelle, là où aujourd'hui il prône son interdiction généralisée. Cette inflexion aligne le MR sur des positions similaires à celles de Marine Le Pen en France ou du Vlaams Belang en Flandre concernant la visibilité de l'islam.
- **Immigration, asile et intégration** : Sur ces sujets, le durcissement du MR est manifeste. Jadis, le MR combinait fermeté et humanisme (par exemple en prônant une immigration économique contrôlée mais en soutenant le droit d'asile et l'accueil de réfugiés comme ce fut le cas sous le gouvernement Michel en 2015-2018). Aujourd'hui, le discours s'est rapproché de celui des "durs" de la N-VA. Georges-Louis Bouchez et d'autres cadres réclament des **quotas d'asile plus stricts**, un tri rigoureux des candidats réfugiés, et mettent en exergue les abus du système. L'intervention de GLB sur les « *allocataires sociaux qui ont des maisons au bled* » – visant explicitement les binationalis belgo-marocains – a marqué les esprits par sa tonalité clivante ¹⁰. Le MR condamne de plus en plus les « *appels d'air* » humanitaires et plaide pour un **resserrement des conditions de regroupement familial**, un durcissement des expulsions des déboutés d'asile, etc. On note aussi que le MR relaie des controverses chères à l'extrême droite, comme celle autour du **Pacte de Marrakech** (pacte de l'ONU sur les migrations) que GLB a critiqué en 2018, s'alignant de facto sur la position hostile de la N-VA et des populistes européens. En matière d'intégration, le MR met l'accent sur le respect "*des valeurs occidentales*" par les nouveaux arrivants, avec des accents parfois suspicieux envers les minorités culturelles

(débats sur le hallal dans les écoles, etc.). Cette ligne est un moyen de **rivaliser avec la droite radicale sur son propre terrain**, en affichant une posture inflexible. Elle choque les partenaires centristes ou de gauche, mais GLB assume cette rupture discursive, quitte à « *se faire traiter de raciste* », estimant que l'opinion publique approuve cette fermeté.

- **Sécurité et autorité** : Le MR a toujours eu un positionnement sécuritaire (défense des forces de l'ordre, sévérité pénale), mais il le pousse désormais très loin. Bouchez s'est fait le champion du **discours "zéro excuse" pour les délinquants**, fustigeant par exemple le laxisme supposé des magistrats ou l'angélisme des écologistes en matière de maintien de l'ordre. Sur les violences urbaines, le MR reprend largement à son compte le vocabulaire de la droite extrême (qualifiant certains émeutiers de "racailles" implicitement issues de l'immigration, appelant à déployer l'armée si nécessaire, etc.). Lors des émeutes qui ont suivi la Coupe du monde de football en 2022 à Bruxelles, GLB a adopté un ton très dur contre les fauteurs de trouble d'origine immigrée, là où d'autres appelaient au calme et à l'analyse des causes socio-économiques. Le MR réclame des investissements massifs dans la police, une **tolérance zéro** sur les agressions, et soutient des propositions telles que l'abaissement de l'âge de responsabilité pénale ou la fin de certaines libérations conditionnelles automatiques. Ce **surenchérissement sécuritaire** va de pair avec la critique des associations de défense des droits de l'homme (accusées de "gauchisme" lorsqu'elles questionnent la violence policière, par exemple). En bref, le MR version GLB se veut *le parti de l'ordre*, quitte à piétiner son ancien héritage libéral garant des libertés publiques face aux excès sécuritaires de l'État. Cela le rapproche dangereusement du populisme pénal cher à l'extrême droite (qui prône la manière forte et dénigre les "*excuses sociales*" aux crimes).
- **Rejet du "politiquement correct" et guerre culturelle** : Un trait saillant de la nouvelle communication du MR est son **combat contre le "politiquement correct"**, ou ce qu'il appelle la pensée unique "*woke*". GLB s'est construit une image de franc-tireur *anti-establishment*, pourfendeur des tabous et du langage édulcoré. Il multiplie les provocations sur les réseaux ou les médias pour ensuite se poser en victime des "*bien-pensants*". Par exemple, lorsqu'il a été critiqué pour son absence de condamnation ciblée de violences racistes (préférant le « *toutes les violences se valent* »), il a inversé les rôles en accusant la gauche de le diaboliser injustement⁷. De même, face aux protestations des milieux culturels qu'il avait heurtés, il a dénoncé un corporatisme "*subventionné*" incapable de se remettre en question. Cette posture *anti-politiquement correct* est un marqueur classique du **discours populiste de droite** : elle cherche à capter l'exaspération d'une partie du public contre les normes progressistes perçues comme oppressives (sur le genre, la diversité, l'écologie, etc.). Le MR s'en prend régulièrement aux "*diktats*" de la gauche en matière de climat ou d'inclusion, relayant par exemple des moqueries sur l'écriture inclusive, ou minimisant la notion de racisme systémique. On se souvient que GLB avait ridiculisé la décision de la RTBF (télévision publique) de ne pas diffuser un événement (voir l'épisode Trump/CNews évoqué plus haut) en la peignant comme de la censure bien-pensante¹⁴. Avec Corentin de Salle, il a embrassé la cause de la liberté d'expression absolue façon Elon Musk, qualifiant de "*muskophobie*" l'indignation suscitée par certaines dérives du patron de X¹⁷. L'idée directrice est de **se poser en héritage de la libre parole**, contre les "*journalistes militants*", les "*censeurs*" de gauche et autres "*SJW*" (social justice warriors). Ce glissement du MR vers la "*guerre culturelle*" était quasi inexistant il y a 10 ans – il est aujourd'hui au cœur de sa stratégie de communication digitale, en phase avec l'agenda international des droites dures.

En synthèse, le **MR a opéré un virage idéologique** sur ces grands thèmes régaliens et identitaires, en empruntant abondamment la sémantique et les priorités de l'extrême droite. Si cela lui a permis de récupérer une partie de l'espace électoral de droite en Wallonie (le MR est redevenu premier parti en 2024, en grande partie grâce à ce discours "*qui tranche*"), cela suscite aussi de profonds questionnements sur son ancrage démocratique. En interne, une partie des militants et élus libéraux se

disent mal à l'aise, « *ne pas se reconnaître dans ces pratiques et discours* », mais rares sont ceux qui osent ouvertement contester la ligne GLB ⁷². À l'externe, les partenaires potentiels (par exemple le PS pour une coalition) expriment une **perte de confiance** envers un parti qui semble jouer avec le feu. L'évolution du MR rappelle celle d'autres partis européens qui, par calcul électoral, ont légitimé progressivement les codes de l'extrême droite – souvent au risque d'y perdre leur âme et de fracturer davantage le paysage politique.

4. Tableau comparatif des positionnements (MR, N-VA, Engagés, LR, CDU, FI)

Le tableau suivant compare les partis étudiés quant à leur degré de porosité avec l'extrême droite et leur orientation récente sur les thèmes identitaires et sécuritaires :

Parti (pays)	Ouverture / alliances avec l'extrême droite	Discours identitaire & laïcité	Immigration & sécurité
MR (Belgique) – Mouvement Réformateur, libéraux francophones	<i>Intégration de transfuges d'extrême droite (ex-Chez Nous, ex-FN). Cordon sanitaire rompu de fait en interne</i> ²⁸ ₄ . Proximité affichée avec médias et figures de la fachosphère. Bouchez refuse toute “stigmatisation” de son parti et dénonce les critiques comme une chasse aux sorcières ⁶ . Aucune alliance officielle avec le VB (peu présent en Wallonie), mais le MR assume de « ramener dans le giron démocratique » des militants extrémistes ³⁵ .	Fort durcissement identitaire. Mise en avant de la fierté nationale belge et occidentale. Ton anti-“woke” prononcé, dénonciation du « politiquement correct ». Laïcité intransigeante : opposition virulente au voile islamique et aux revendications religieuses ²⁵ . Discours anti-« communautarisme » rappelant le modèle français.	Ligne dure sur l'immigration. Accent sur la lutte contre les abus (fraudes, expulsions) ; Bouchez cible les immigrés perçus comme profiteurs ¹⁰ . Soutien à des quotas et au contrôle strict des frontières. Sécurité : posture “tolérance zéro”, peines plus sévères, soutien inconditionnel aux forces de l'ordre. Tendance à minimiser le racisme en le noyant dans la condamnation de “toutes les violences” ¹³ .

Parti (pays)	Ouverture / alliances avec l'extrême droite	Discours identitaire & laïcité	Immigration & sécurité
N-VA (Belgique) - droite nationaliste flamande	<p><i>Pas d'alliance officielle avec le Vlaams Belang</i> (engagement public de ne pas gouverner ensemble ⁵⁸). Cependant, forte porosité idéologique : la N-VA a intégré d'anciens électeurs et certaines idées du VB pour grandir. Polémiques sur des ministres N-VA ayant côtoyé des cercles extrémistes (Jambon avec ex-collabos ⁵⁷, Francken avec figure de l'ultra-droite ⁵⁵). Localement, quelques coopérations tacites avec le VB émergent.</p>	<p>Nationalisme identitaire flamand appuyé. Promotion d'une "Leitkultur" flamande conservatrice. Pas de laïcité dure (la N-VA valorise l'héritage chrétien), mais opposition au multiculturalisme : discours méfiant envers l'islam, soutien à l'interdiction du voile dans certaines fonctions publiques. Valorisation de l'histoire flamande, au risque de relativiser la collaboration (déclarations polémiques sur la WWII) ⁵⁶.</p>	<p>Anti-immigration revendiqué. Vise une réduction drastique de l'asile et du regroupement familial. Francken incarne la ligne dure ("maîtriser les flux à tout prix"). Sécurité : politique très répressive contre criminalité et incivilités, surtout en lien avec allochtones. Appelle à plus de pouvoirs pour la police et la justice, et critique toute approche "sociologique" du crime.</p>
Les Engagés (Belgique) - centre démocrate humaniste	<p>Refus total d'alliance ou d'intégration de l'extrême droite. Participation active au cordon sanitaire en Belgique francophone. Condamne fermement les dérapages du MR vers l'ED. Aucune figure controversée en son sein. Veut apparaître comme pôle centriste modéré, prêt à s'unir aux partis démocratiques traditionnels contre les extrêmes.</p>	<p>Discours identitaire inclusif. Valorise le vivre-ensemble et la cohésion sociale. Respect des pluralités religieuses : défend le dialogue interconvictionnel plutôt qu'une laïcité agressive. S'oppose aux interdictions généralisées de signes religieux (position nuancée sur le voile). Met en avant les valeurs humanistes et chrétiennes sociales (solidarité, dignité).</p>	<p>Immigration humaniste et contrôlée. Les Engagés prônent l'accueil digne des réfugiés tout en organisant mieux l'intégration (cours de langue, emploi). Pas de surenchère sécuritaire : soutien aux forces de l'ordre mais insiste sur la prévention et la réinsertion. Condamne explicitement les actes racistes et travaille avec d'autres partis contre le racisme.</p>

Parti (pays)	Ouverture / alliances avec l'extrême droite	Discours identitaire & laïcité	Immigration & sécurité
LR (France) – Les Républicains, droite gaulliste	<p>Digue républicaine en débat. Officiellement, LR n'a pas d'accord avec le RN (ex-FN) : front républicain maintenu au second tour contre l'extrême droite (de moins en moins systématique toutefois). En interne, montée d'une ligne favorable à une "union des droites" (Ciotti, Wauquiez) ⁶⁷. Des transfuges LR sont partis vers Zemmour ou Le Pen, et inversement quelques ex-FN modérés ont rejoint LR. Au niveau local, LR a parfois frôlé des alliances avec le RN (cas isolés d'entre-deux-tours). La base militante jeune montre une certaine camaraderie avec les jeunes RN/Recons. (porosité générationalle) ⁶³ .</p>	<p>Droitisé sur l'identité. LR reprend nombre de thèmes du RN : défense sourcilleuse de l'« identité française », opposition au « communautarisme islamiste », promotion de la laïcité stricte (loi anti-voile, etc.). Sur les questions sociétales, durcissement conservateur (une partie de LR s'oppose à l'adoption par les couples homosexuels, par ex., alignée sur la base droite catho). Récemment, discours anti-« woke » très présent, dénonciation de l'écriture inclusive, de l'« indigénisme ».</p>	<p>Ligne très ferme. LR propose des quotas annuels d'immigration, l'expulsion systématique des criminels étrangers, la restriction du droit du sol – autant de mesures concurrentes de celles du RN. Sur l'asile, volonté de remettre en cause des engagements internationaux (Convention de Genève). Sécurité : tradition de "droit dur" (origine de lois anti-casseurs, peines plancher sous Sarkozy). Aujourd'hui, LR veut encore alourdir les peines, construire plus de prisons, et soutient sans réserve la police (même lors de bavures, tendance à la "défense de la police d'abord").</p>

Parti (pays)	Ouverture / alliances avec l'extrême droite	Discours identitaire & laïcité	Immigration & sécurité
CDU/CSU (Allemagne) – droite démocrate-chrétienne	<p>Coopération avec l'AfD interdite par une ligne rouge officielle. Pas d'alliance électorale ni parlementaire – jusqu'ici respectée strictement au niveau national. Cependant, apparition de brèches locales : vote conjoint CDU-AfD dans certains conseils régionaux, et débat interne ouvert par Friedrich Merz sur d'éventuelles collaborations techniques au niveau municipal (rétraction ensuite) ⁶⁸ ⁷⁰. La CSU bavaroise a flirté avec l'AfD sur certains thèmes, mais garde la discipline de coalition avec la CDU. L'AfD siphonne des élus locaux de la CDU à l'Est.</p>	<p>Maintien d'un conservatisme modéré sur l'identité. Pas de virage radical sur la laïcité (le concept est différent, l'Allemagne reconnaît les religions officiellement). La CDU défend un patriotisme constitutionnel et la <i>Kulturerbe</i> (héritage culturel) sans basculer dans l'ultranationalisme. Toutefois, sous la pression AfD, durcissement du discours sur l'Islam politique (volonté d'interdire certaines associations salafistes, etc.). Réticence envers les débats "woke" (Merz raille l'écriture épicène, etc.), mais globalement ton mesuré comparé aux droites latines.</p>	<p>Durcissement relatif après l'ère Merkel. La CDU critique fortement la politique migratoire de centre-gauche, exige un tour de vis (plafonds migratoires, accélération des expulsions des déboutés). Elle a soutenu en 2018 une loi restreignant le regroupement familial. Sur la sécurité, la CDU prône une augmentation des effectifs policiers et le renforcement du renseignement intérieur contre l'extrémisme (notamment islamiste et d'extrême droite). Elle reste attachée à l'État de droit mais souhaite parfois en repousser les limites (débat sur surveillance accrue, rétention de sûreté...).</p>

Parti (pays)	Ouverture / alliances avec l'extrême droite	Discours identitaire & laïcité	Immigration & sécurité
Forza Italia (Italie) – droite libérale-conservatrice	<p>Alliances systémiques avec l'extrême droite.</p> <p>Depuis sa création, FI gouverne presque toujours en coalition avec la droite radicale (d'abord l'Alliance nationale post-fasciste, puis la Ligue de Salvini, et aujourd'hui Fratelli d'Italia de Meloni). Berlusconi a normalisé l'extrême droite en Italie en la faisant participer à tous ses gouvernements. FI a servi de partenaire junior dans la coalition victorieuse de 2022 dominée par Meloni (FdI) et Salvini (Ligue). Cette alliance n'est pas une absorption : FI garde son autonomie programmatique sur certains sujets, mais cautionne et vote l'essentiel du programme ultra-conservateur commun.</p>	<p>Positionnement conservateur classique, teinté par l'influence de ses alliés. FI se dit pro-européen et modéré, mais reprend certaines thématiques identitaires pour ne pas être en décalage. Par exemple, FI a appuyé la rhétorique de défense de la "civilisation italienne chrétienne" face à l'immigration de masse, thème cher à ses alliés. Sur la laïcité, FI est moins virulent, respectant le rôle de l'Église catholique (ils se sont opposés à des mesures anti-croix dans les écoles voulues par la Ligue). Forza Italia a toutefois soutenu l'idée que les racines chrétiennes de l'Italie devaient être protégées.</p>	<p>Alignement partiel sur la ligne dure de la coalition. FI a approuvé les décrets Salvini de 2018 durcissant l'asile et criminalisant les ONG de sauvetage en mer. Sécurité : FI soutient la politique répressive anti-mafia et anti-émeutes, et promeut la légitime défense élargie (loi assouplie en 2019). Cependant, FI joue parfois un rôle modérateur sur l'économie (refus des dépenses inconsidérées proposées par la Ligue) et sur les rapports avec l'UE (plus atlantiste et europhile, elle tempère les ardeurs souverainistes de Meloni). Globalement, FI sert de vitrine acceptable mais avalise la plupart des orientations du gouvernement d'extrême droite.</p>

(Sources : Revue Politique 2 38 ; RTBF 28 4 ; RTL 10 ; Europe 1 56 55 ; HuffPost 63 65 ; Reuters 68 70 et analyses presse internationales.)

Conclusion

L'examen de l'**évolution du MR belge à l'aune de la montée de l'extrême droite** met en lumière un phénomène de « *perversion* » stratégique (pour reprendre le terme de *Revue Politique*). Sous la conduite de Georges-Louis Bouchez, le MR a progressivement adopté des codes, des thèmes et même des personnes issus de la mouvance extrémiste, tout en niant quitter le terrain démocratique. Cette

normalisation rampante de l'extrême droite « *au sein* » d'un parti traditionnel est sans équivalent récent en Belgique⁷³ – au point que la question n'est plus de savoir si le MR est lui-même devenu un parti d'extrême droite (il continue de s'en défendre), mais de constater que **l'extrême droite y a désormais un pied dedans**^{52 53}.

Comparativement, d'autres partis de droite ou de centre-droit affrentent des dilemmes similaires. La N-VA flamande a fléchi les règles du cordon sanitaire sans les rompre complètement, tandis que Les Engagés ont choisi de réaffirmer leur ancrage centriste et leur refus des extrêmes. En Europe, l'exemple français montre une droite classique tentée de courir après l'agenda de l'extrême droite, l'exemple allemand présente une résistance officielle qui commence à s'éroder sous la pression, et l'Italie illustre la voie de l'alliance assumée – quitte à ce que l'extrême droite finisse par dominer la coalition. Dans tous les cas, ces glissements posent la même question de fond : **jusqu'où peut-on "banaliser" l'extrême droite sans affaiblir la démocratie ?**

Dans le cas du MR, beaucoup s'alarment que la stratégie de GLB, visant à élargir sa base en jouant la surenchère droitière, contribue à accréditer des discours autrefois marginaux et dangereux pour le vivre-ensemble. Le risque souligné par l'enquête *Politique* est de voir le premier parti de Wallonie ne plus apparaître comme un **défenseur indéfectible des valeurs démocratiques** consensuelles, mais comme un mouvement pour lequel « *tout ce qui n'est pas lui devient un ennemi à éliminer* »^{74 62}. Ce durcissement polarise la société et fragilise les digues éthiques établies depuis des décennies en Belgique pour contenir l'extrême droite.

Il appartiendra aux électeurs, ainsi qu'aux responsables encore attachés à l'**esprit libéral pluraliste**, de décider s'ils entérinent cette évolution ou s'ils réclament un retour à une droite plus traditionnelle, respectueuse des **limites à ne pas franchir**. Car, à terme, l'histoire politique européenne nous enseigne que flirter avec les idéologies extrêmes comporte un point de non-retour – un point où l'on cesse d'être un parti démocratique “comme les autres” pour devenir le marchepied, voire l'allié, de ceux qui rejettent les fondements mêmes de la démocratie. Le MR n'en est sans doute pas encore là, mais les **signaux d'alarme** sont désormais trop nombreux pour être ignorés^{73 61}. Le débat public belge gagne à les confronter lucidement, afin de « *bien connaître le monstre pour mieux le combattre* », selon l'avertissement même d'un idéologue du MR⁷⁵.

1 2 3 5 6 7 8 9 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 38 39 40 41 42 43 44
45 46 47 48 49 50 51 52 53 61 62 72 73 74 75 Enquête. L'extrême droite au MR, ou la stratégie de la perversion - Politique

<https://www.revuepolitique.be/enquete-lextreme-droite-au-mr-ou-la-strategie-de-la-perversion/>

4 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 Un candidat et un ancien cadre de Chez Nous passent au MR : 'Il s'est engagé publiquement à renoncer à ses engagements passés et à adhérer à nos valeurs' - RTBF Actus

<https://www.rtbf.be/article/un-candidat-et-un-ancien-cadre-de-chez-nous-passent-au-mr-11488347>

10 11 "C'est du racisme": Georges-Louis Bouchez accusé par un député PS de "courir après l'extrême-droite" | RTL Info

<https://www.rtl.be/actu/belgique/politique/cest-du-racisme-georges-louis-bouchez-accuse-par-un-depute-ps-de-courir-apres/2025-04-18/article/746713>

12 60 Esperanzah! répond aux critiques de Georges-Louis Bouchez

<https://www.7sur7.be/belgique/esperanzah-repond-aux-critiques-de-georges-louis-bouchez-quand-on-n-est-pas-d-accord-avec-lui-il-menace-a1fa5eeb/>

¹³ Coupe de Belgique : PS, PTB, Ecolo et Engagés parlent de violences racistes, le MR condamne 'avec la même fermeté' toutes les violences - RTBF Actus

<https://www.rtbf.be/article/coupe-de-belgique-les-violences-commises-a-bruxelles-molenbeek-et-jette-unanimente-condamnees-par-les-bourgmestres-11542499>

⁵⁴ ⁵⁵ ⁵⁶ ⁵⁷ Jan Jambon, le ministre qui scandalise la Belgique

<https://www.europe1.fr/international/Jan-Jambon-le-ministre-qui-scandalise-la-Belgique-684046>

⁵⁸ Élections 2024 : Bart De Wever exclut toute collaboration avec le ...

<https://www.rtbf.be/article/elections-2024-la-n-va-de-bart-de-wever-exclut-toute-collaboration-avec-le-vlaams-belang-de-tom-van-grieken-11378284>

⁵⁹ Vlaams Belang 'reaches out to N-VA' for Flemish Government coalition

<https://www.brusselstimes.com/1220683/vlaams-belang-reaches-out-to-n-va-for-flemish-government-coalition>

⁶³ ⁶⁴ ⁶⁵ ⁶⁶ Entre les Jeunes LR, RN et Reconquête !, une porosité sans frontières

https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/entre-les-jeunes-lr-rn-et-reconquete-une-porosite-sans-frontieres_222032.html

⁶⁷ Eric Ciotti veut transformer Les Républicains en Union des droites ...

https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/08/31/eric-ciotti-veut-transformer-les-republicains-en-union-des-droites-pour-la-republique_6300329_823448.html

⁶⁸ ⁶⁹ ⁷⁰ ⁷¹ German opposition leader rows back on working with far-right AFD | Reuters

<https://www.reuters.com/world/europe/germany-centre-right-leader-open-working-with-far-right-afd-local-level-2023-07-24/>